

	Numéro	Intitulé
Mesure	10	Mesures agroenvironnementales et climatiques
Sous-mesure	10.1	Paielements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques
Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – « COUVER 2 »
Domaines prioritaires	4A, 4B, 4C	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 4A) Restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et les zones agricoles à haute valeur naturelle, ainsi que les paysages européens</li> <li>– 4B) Améliorer la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides</li> <li>– 4C) Prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols</li> </ul>
Autorité de gestion	Département de la Réunion	
Service instructeur	Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF)	
Rédacteur	DAAF – Service Territoires, Environnement, Forêt (STEF)	
Date d'agrément en Comité Local de Suivi (CLS)	V1 du CLS R du 01 avril 2016 ; V1.1 du CLS du 01 mars 2018 ; V2 du CLS du 04 juin 2020 ; V3 du COPIL du 01/04/2021	

**I. POURSUITE D'UNE MESURE D'UN PROGRAMME PRÉCÉDENT**

Non

Oui, partiellement

Oui, en totalité

Ce type d'opération est une reconduction du dispositif 214.1 intitulé « mesure agroenvironnementale enherbement des vergers » dont les nomenclatures étaient RE\_HERB\_AR1 (enherbement total) et RE\_HERB\_AR3 (enherbement des inter-rangs) dans le cadre du programme FEADER 2007-2013. Pour l'ancienne programmation 10% des surfaces en arboriculture étaient engagées dans une mesure agro-environnementale (MAE) de type enherbement partiel ou total (42 contrats pour une surface de 135 ha). Ce type d'opération intitulé « Enherbement en cultures pérennes et spécialisées » avec la nomenclature « COUVER2 » dans le cadre du programme FEADER 2014-2020 est poursuivi pour soutenir la dynamique de cette MAE quand cette opération a été ouverte à l'ensemble du territoire réunionnais en 2012.

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

## II. OBJECTIFS ET DESCRIPTIF DU TYPE D'OPERATION

### a) Objectifs

Sur l'île de La Réunion, la pratique courante reste un désherbage chimique de l'ensemble de la parcelle (rangs et inter-rangs) pour éliminer la concurrence des adventices par rapport à la ressource en eau.

Actuellement, seules 10% des surfaces en arboriculture sont engagées dans une mesure agro-environnementale imposant un enherbement partiel ou total. Cette opération est donc poursuivie pour continuer à impulser un changement de pratique avec une dynamique qui s'est enclenchée en 2012 quand cette opération a été ouverte à l'ensemble du territoire réunionnais.

Cet engagement répond à un objectif de lutte contre l'érosion par la mise en place d'un couvert herbacé (enherbement spontané ou implanté). Il s'agit de plus de maîtriser mécaniquement ce couvert afin de réduire significativement l'utilisation des herbicides. Il répond ainsi à un objectif de protection de la qualité de l'eau par la réduction des produits phytosanitaires et de lutte contre l'érosion.

Lorsque les cultures ne sont pas irriguées, il est obligatoire de réaliser un enherbement total de la parcelle, c'est à dire sur le rang et l'inter-rang.

### b) Quantification des objectifs (indicateurs)

Conformément à l'art 9 du Règ. général et à l'art 28 du Règ. FEADER.

#### Indicateurs obligatoires du PDR 2014-2020 pour le type d'opération

Indicateur de Réalisation	Unité de mesure	Valeurs		Indicateur de performance
		Cible (2023)	Intermédiaire (2018)	
O1- Dépenses publique -Création, entretien des caractéristiques écologiques (par exemple, bordures des champs, zones tampons, parterres de fleurs, haies, arbres)	Euros	1 266 000	379 800	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
				<input type="checkbox"/> Non
O5 - Superficie totale - Création, entretien des caractéristiques écologiques (par exemple, bordures des champs, zones tampons, parterres de fleurs, haies, arbres)	Hectares	330	165	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
				<input type="checkbox"/> Non
O7 - Nombre de contrats bénéficiant d'un soutien	Nombre de contrats			<input type="checkbox"/> Oui
				<input checked="" type="checkbox"/> Non

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

### **c) Descriptif technique**

Il s'agit dans la pratique d'entretenir un couvert herbacé (spontané ou implanté). L'enherbement doit être maintenu pendant toutes les années d'engagement et entretenu par fauchage à raison de 7 coupes annuelles en moyenne afin que le couvert végétal n'entre pas en concurrence avec les cultures en place. De plus, le travail d'entretien devra tenir compte de la nature des adventices présentes dans le couvert végétal, ainsi, les espèces envahissantes arbustives (goyaviers, corbeilles d'or...) et les lianes (tabac bœuf, pois sabre, lianes margoses...) demandent un arrachage manuel avec machettes et pioches. De même, des adventices telles que l'herbe de Guinée ou l'herbe fataque sont très difficiles à gérer en raison de leur capacité de colonisation et de leur vitesse de pousse (1 m en 20 jours en été), et exigent une intervention préalable d'arrachage à la pioche et des coupes régulières afin d'empêcher d'arriver à la floraison (et donc à la production de graines).

Dans le cas d'un enherbement total aucun traitement herbicide n'est autorisé sur le couvert enherbé (rang et/ou inter-rang). Cependant, dans le cas d'un enherbement partiel, il y a obligation de respecter un maximum de 4 traitements herbicides sur le rang et le désherbage du rang ne doit pas dépasser l'aplomb des branches (frondaison).

### **d) Rappel des prescriptions environnementales spécifiques**

Les effets bénéfiques de l'enherbement ont été démontrés :

- La présence d'un enherbement contrôlé permet de à renforcer la fertilité des sols et lutter contre l'érosion.

Il s'agira toutefois d'éviter au maximum une augmentation des consommations de carburants suite à ce remplacement de substances chimiques (herbicide) par des travaux mécaniques, s'il y a lieu.

## **III. NATURE DES DEPENSES RETENUES / NON RETENUES**

---

### **a) Dépenses retenues**

Prise en charge des pertes et des surcoûts résultant des engagements pris pendant 5 ans, prolongeables annuellement sur la campagne 2020, et sur une durée de contractualisation d'un an pour chaque campagne 2021 et 2022 :

- Dans le cadre d'un enherbement partiel : 500 € /ha/an pour les parcelles engagées où **l'inter-rang** est enherbé (75 % de la parcelle).
- Dans le cadre d'un enherbement total : 700 € /ha/an pour les parcelles engagées où **l'inter-rang et le rang** sont enherbés (100 % de la parcelle).

Les éléments pouvant être engagés en MAEC-COUCOVER 2 sont les surfaces plantées en cultures

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUCOVER2
------------------	--------	--

pérennes : arboriculture fruitière ou vigne ; et celles plantées en cultures spécialisées : banane, café, fruit de la passion, palmiste, chouchou.

L'agriculteur doit engager au minimum une surface permettant d'atteindre la valeur plancher instaurée de 300 euros.

#### **b) Dépenses non retenues**

Sans objet.

### **IV. CRITERES D'ELIGIBILITE**

---

#### **a) Statut du demandeur (bénéficiaire final)**

Les bénéficiaires sont des agriculteurs ou des groupements d'agriculteurs exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural. Selon cet article, « sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation ».

Afin de candidater à ce type d'opération, le demandeur doit avoir déposé sa demande « politique agricole commune » (PAC) pour l'année en cours.

Pour la campagne 2015, une formation spécifique MAEC visant à accompagner les exploitants dans leur démarche d'engagement en MAEC et dans l'amélioration de leurs pratiques est fortement recommandée. A compter de 2016, cette formation prendra un caractère obligatoire et le versement de l'aide sera réalisé après fourniture de l'attestation de formation.

#### **b) Localisation de l'opération**

Les éléments pouvant être engagés en MAEC-COUCR 2 sont les surfaces plantées en cultures pérennes : arboriculture fruitière ou vigne et celles plantées en cultures spécialisées : banane, café, fruit de la passion, palmiste, chouchou.

#### **c) Documents cadres et textes réglementaires relatifs au type d'opération**

Les bénéficiaires de ce dispositif sont tenus de respecter sur l'ensemble de l'exploitation les normes obligatoires établies en application du titre VI, chapitre I du règlement (UE) n°1306/2013:

- Exigences relevant de la conditionnalité de base.

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUCR2
------------------	--------	---

- Exigences relevant des bonnes conditions agricoles et environnementales (arrêté du MAAF du 15 avril 2014, relatif à l'admissibilité de certaines surfaces et modifiant l'arrêté du 13 juillet 2010 relatif aux règles de BCAE).
- Exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation de produits phytopharmaceutiques.
- Code rural.

#### **d) Composition du dossier**

Le dossier comprend le formulaire de demande d'aide dûment rempli, accompagné de ses annexes et des pièces justificatives à produire.

#### **PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE POUR L'INSTRUCTION DE TOUT DOSSIER**

##### **Pour tous les porteurs de projet :**

- Formulaire « liste des engagements »
- Formulaire de demande d'aide
- Fourniture de l'attestation de formation MAEC (obligatoire en 2016)
- Relevé d'identité bancaire avec IBAN/code BIC devra être fourni en cas de changement de références bancaires et pour les nouveaux bénéficiaires ;
- Un avis d'impôt sur les revenus de l'année N-2 pourra être demandé si le numéro fiscal ne permet pas la remontée des données fiscales par flux informatique de la DR-FIP.

##### **Pour les entreprises / formes sociétaires / personnes morales de droit privé :**

- Statuts à jour et approuvés pour les nouvelles sociétés,
- Extrait Kbis (inscription au registre du commerce et d'existence légale), pour les nouvelles sociétés ou en cas de changement de gérance ;
- N° SIREN, N° SIRET et Code APE( inscription au répertoire des entreprises et de leurs établissements de l'INSEE).

##### **Pour les personnes physiques :**

- N° PACAGE (en l'absence de ces éléments au moment du dépôt du dossier et dans l'attente, fournir copie d'une pièce d'identité).

***NB :** Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'instruction du dossier en fonction de la nature de l'opération, du statut du porteur de projet et des dépenses présentées.*

## **V. PRINCIPES ET CRITERES DE SELECTION**

---

### **a) Principes de sélection**

Cette mesure n'est pas soumise à l'obligation de sélection des opérations financées (article 49 du

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

Règlement). Néanmoins, dans le cas où les fonds disponibles ne permettraient pas de répondre à toutes les demandes, les mesures et les bénéficiaires seront sélectionnés en concertation étroite avec les acteurs locaux via le Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA). Le COSDA (section 3) est composé notamment des services de l'Etat, de représentants des associations de protection de l'environnement, de représentants des chambres d'agriculture et de représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles.

### **b) Critères de sélection**

Dans le cas où les fonds disponibles ne permettraient pas de répondre à toutes les demandes, l'autorité de gestion définira les critères de sélection, sur proposition du COSDA. Parmi ces critères, une attention particulière sera portée aux zones d'action prioritaire définies dans le PDRR (*paragraphe Description générale de la mesure ; zones d'action prioritaires*). Pour ce type d'opération, il s'agit en particulier des zones de bassins d'alimentation de captage et des zones identifiées comme particulièrement sensibles à l'érosion.

## **VI. OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU DEMANDEUR**

### **a) Attestations et engagements du demandeur**

**Le bénéficiaire atteste sur l'honneur :**

- L'exactitude et le caractère complet, fiable et sincère des renseignements de la demande d'aide  
En cas de fausse déclaration, il est informé qu'il devra reverser les aides indûment perçues. Ni la Présidente du Conseil Départemental, autorité de gestion du FEADER, ni le service instructeur, ne pourront être tenus pour responsables des fausses (ou incomplètes) déclarations fournies dans mon dossier de demande d'aide.
- La régularité de la situation fiscale et sociale de sa structure.

L'ensemble des obligations liées à l'engagement dans ce type d'opération est à respecter à compter de la date limite de dépôt des demandes, pour toute la durée des engagements.

Le bénéficiaire s'engage à :

- \* Tenir à jour les cahiers d'enregistrement de l'utilisation des produits phytosanitaires et de l'utilisation de produits fertilisants.
- \* Respecter en permanence les exigences liées à la conditionnalité des aides.
  
- \* Respecter en permanence les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques.
  
- \* Respecter pendant toute la durée du contrat les obligations de ce type d'opération.

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

\* Chaque année, en même temps que le dossier de déclaration de surfaces, renouveler son engagement et le cas échéant, indiquer toute modification concernant cet engagement (échange de parcelles engagées, déplacement d'un engagement sur une autre surface lorsque cela est autorisé, résiliation partielle de l'engagement, etc.).

\* Permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et faciliter la réalisation de ces contrôles.

\* Informer le service instructeur de toute modification de sa situation ou de la raison sociale de sa structure, des engagements ou de l'opération.

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire sa demande d'aide.
- Respecter les textes réglementaires mentionnés dans la partie IV-c) de la présente fiche action.

**Le bénéficiaire prend note qu'en cas d'octroi de l'aide européenne, une convention établira les autres obligations qui lui incombent et il s'engage à les respecter, en particulier :**

- Respecter les engagements de réalisation de l'opération tels que figurant dans la convention.
- Informer le service instructeur de toute modification concernant son engagement.
- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour suivre la réalisation de l'opération et pour le paiement de l'aide européenne.
- Se soumettre à tout contrôle sur place et administratif, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec l'opération.
- Conserver toutes les pièces du dossier jusqu'à la date prévue dans l'acte juridique attributif d'aide, et à les archiver pendant une durée minimale de 10 années.
- En cas d'irrégularité ou de non-respect de ses engagements, honorer le remboursement des sommes perçues exigées, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Le bénéficiaire est informé que conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, son nom (ou sa raison sociale), sa commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, il bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

#### Autres obligations liées au type d'opération

- **Pratiques culturelles**

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

Pour l'ensemble du type d'opération :

- Entretien du couvert herbacé (spontané ou implanté) par fauchage.
- Maintien de l'enherbement pendant toute la période de l'engagement

\* Dans le cas d'un enherbement total :

- Interdiction de traitement herbicide sur le couvert enherbé (rang et/ou inter-rang).

\* Dans le cas d'un enherbement partiel :

- Respect de 4 traitements herbicides au maximum sur le rang
- Le désherbage du rang ne doit pas dépasser l'aplomb des branches (frondaison).

• **Tenue du cahier d'enregistrement des pratiques**

Tout exploitant qui s'engage sur des mesures agroenvironnementales doit tenir à jour un cahier dans lequel il enregistre les opérations culturales réalisées par îlot en précisant les références des produits fertilisants et des produits phytosanitaires utilisés (exigences conditionnalité liées aux MAEC). En plus de ces exigences fixées dans le cadre général, le cahier d'enregistrement doit comporter la date et la nature des pratiques culturales sur couvert herbacé (exigence allant au-delà de la conditionnalité).

L'ensemble des obligations doit être respecté tout au long du contrat, et ce dès le lendemain de la date limite de dépôt des dossiers. Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations (cahier d'enregistrement, attestation) doivent être conservés sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement du contrat. Les différentes obligations de la MAE-COUVER 2 sont décrites dans le tableau « points de contrôle » page 12. Lorsque l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), ou bien sur l'ensemble des années d'engagement (anomalie définitive). Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire).

Toute autre disposition mentionnée dans le Programme de développement rural de la Réunion 2014-2020 et dans ses documents de mise en œuvre s'applique de plein droit dans le cadre de la mise en œuvre des mesures agroenvironnementales et climatiques à la Réunion.

Par ailleurs, le bénéficiaire devra respect les conditionnalités des aides que sont :

- Les exigences relevant de la conditionnalité de base.
- Les exigences relevant des bonnes conditions agricoles et environnementales (*arrêté du MAAF du 15 avril 2014, relatif à l'admissibilité de certaines surfaces et modifiant l'arrêté du 13 juillet 2010 relatif aux règles de BCAE*).

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--



- Les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation de produits phytopharmaceutiques.

## **b) Contrôles et régime général de sanctions en cas d'anomalie**

### **1- Régime général**

Chaque année, votre dossier fait l'objet d'un contrôle administratif. De plus, des contrôles sur place sont effectués chaque année chez environ 5% des bénéficiaires de MAEC et/ou de mesures agriculture biologique Si vous êtes concerné, vous serez invité à signer à l'issue du contrôle, et le cas échéant à compléter par vos observations, le compte rendu dont vous garderez un exemplaire.

Le contrôleur vérifie la cohérence entre les informations contenues dans les formulaires renseignés (décision juridique d'engagement environnemental, déclaration de surfaces, déclaration annuelle de respect des engagements...) et la réalité. Toute anomalie constatée sur le terrain peut entraîner des sanctions financières pouvant aller jusqu'à la rupture du ou des engagements et le remboursement des sommes perçues au titre de la ou des mesures concernées, assorties des intérêts au taux légal.

Lorsque le contrôleur constate une anomalie dans le respect des obligations d'une MAE, la quantité en anomalie est rapportée à la quantité pour laquelle l'engagement souscrit est respecté. Ce rapport est appelé « écart ».

- i.* Si la surface en anomalie est inférieure ou égale à 0,1 hectare et que cette surface ne représente pas plus de 20 % de la superficie déclarée, la surface sans anomalie est considérée égale à la surface déclarée ;
- ii.* Si le taux d'écart est inférieur ou égal à 3 % de la quantité sans anomalie et si la surface en anomalie est inférieure ou égale à 2 hectares, l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre après contrôle est diminuée de la quantité en anomalie ;
- iii.* Si la surface en anomalie est supérieure à 2 hectares ou si le taux d'écart est supérieur à 3 %, mais n'excède pas 20 % de la quantité sans anomalie, le calcul de l'annuité est basé sur la quantité sans anomalie, et l'annuité est réduite d'une pénalité égale à deux fois la quantité en anomalie ;
- iv.* Si le taux d'écart est supérieur à 20 % de la quantité sans anomalie, aucune aide n'est octroyée au titre de la mesure ;
- v.* Si le taux d'écart est supérieur à 50 % de la quantité sans anomalie, outre le non-paiement de l'annuité, une pénalité supplémentaire est appliquée, à concurrence d'un montant correspondant à la quantité en anomalie ;
- vi.* Si l'anomalie de superficie résulte d'une surdéclaration intentionnelle et lorsque le taux d'écart est supérieur à 0,5 % de la superficie sans anomalie ou lorsque l'anomalie est supérieure à 1 hectare, aucune aide n'est octroyée au titre de la mesure. Si le taux d'écart excède 20 % de la superficie sans anomalie, outre le non-paiement de l'annuité, une pénalité supplémentaire est appliquée, à concurrence d'un montant correspondant à la différence entre la superficie déclarée et la superficie constatée sans anomalie.

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

*NB : En ce qui concerne le régime de sanctions, c'est celui en vigueur au moment de la réalisation du contrôle qui s'applique en cas d'anomalie constatée, et non le régime applicable à la date de l'engagement du bénéficiaire.*

## 2 - Adaptations du régime général

Le régime de sanction est adapté en fonction du caractère définitif ou réversible de l'anomalie. Une anomalie est dite réversible lorsque ses conséquences sont limitées à l'année du manquement (ex : absence du cahier d'enregistrement). Une anomalie est dite définitive lorsque ses conséquences dépassent la seule année du manquement (ex : non-respect des tontes sur une partie de la parcelle).

Le régime de sanction est aussi adapté à l'importance des diverses obligations du type d'opération, selon qu'elles sont d'importance principale (coefficient 1) ou secondaire (coefficient 0,5).

La fiche action MAEC/Agriculture biologique précise, pour chaque obligation d'une MAEC donnée si son manquement est réversible ou définitif, s'il s'agit d'une obligation à seuil ou non, et si son importance est principale ou secondaire.

*Attention : le régime de sanctions décrit ci-dessus s'applique par mesure, indépendamment des autres MAEC et/ou mesures agriculture biologique souscrites sur l'exploitation. Cependant, sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi, toute fausse déclaration entraînera la non-recevabilité ou la rupture du contrat et le remboursement de toutes les sommes perçues au titre des différentes mesures souscrites, assorties des intérêts au taux légal en vigueur.*

Vous devez conserver les pièces justificatives du respect de vos obligations sur l'exploitation pendant toute la durée de vos engagements et pendant les quatre années suivant la fin de chacun de vos engagements.

## 3 - Déclarations spontanées et cas de force majeure

Si vous ne pouvez pas respecter un ou plusieurs de vos obligations, signalez-le dès que possible par écrit à votre DAAF, qui déterminera dans un premier temps si les causes du non-respect de vos obligations relèvent de la force majeure. Un non-respect est considéré comme relevant de la force majeure s'il est imprévisible, extérieur et irrésistible, et s'il a été déclaré à la DAAF dans un délai de 10 jours à partir du moment où l'agriculteur, ou son ayant droit, a été en mesure de le faire.

### 3-1 - si la force majeure est reconnue par la DAAF

Si les conséquences du non-respect présentent un caractère définitif (ex : perte d'une parcelle

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

engagée pour travaux suite à déclaration d'utilité publique), l'engagement sera clos, sans qu'aucune sanction (pénalités ou remboursement) ne vous soit appliquée pour les années antérieures à celle où l'événement est survenu. Par ailleurs, si vous avez déjà respecté une partie importante de vos obligations pour l'année où l'événement est survenu, vous pourrez prétendre au paiement de la MAEC pour l'année considérée.

Si les conséquences de ce non-respect présentent un caractère réversible (ex : sécheresse reconnue comme catastrophe naturelle), votre engagement continuera jusqu'au terme prévu initialement. Il vous faudra à nouveau respecter tous vos engagements les années suivantes. Vous conserverez les sommes versées l'année considérée si une part importante des obligations de la MAEC a été respectée malgré l'événement signalé.

### 3-2 - si la force majeure n'est pas reconnue par la DAAF

Si le non-respect ne relève pas de la force majeure, mais que vous l'avez signalé spontanément en présentant à la DAAF une explication convaincante de l'impossibilité de respecter vos obligations, la quantité engagée sur laquelle vous ne pouvez respecter vos obligations ne sera pas aidée pour l'année considérée (et vous devrez rembourser les sommes perçues sur les éléments concernés depuis le début de votre engagement si ce manquement a un caractère définitif), mais aucune pénalité supplémentaire ne sera appliquée.

*NB : La résiliation d'un bail ne constitue pas un cas de force majeure. Avant de vous engager dans un dispositif pour la durée du contrat, assurez-vous de la date de votre fin de bail.*

### POINTS DE CONTROLE

Éléments techniques	Modalités de contrôle				Sanctions		
	Administratif annuel	Pièces à demander à l'exploitant	Sur place	Pièces à demander à l'exploitant	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité	
						Importance de l'obligation	Ampleur de l'anomalie
Tenue d'un cahier d'enregistrement avec les indications des pratiques culturales sur couvert enherbé (au-delà de la conditionnalité)	Néant	Néant	Documentaire	Cahier enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Respect de la surface contractualisée	Documentaire : S2 et RPG	Formulaire annuel de confirmation d'engagement	Mesurage	Néant	Définitif	Principale	Totale
Entretien du couvert herbacé (spontané ou implanté) par fauchage	Néant	Néant	Visuel + Documentaire	Cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	Totale
Interdiction de traitement herbicide sur le couvert enherbé (rang et / ou inter-rang)	Néant	Néant	Documentaire	Cahier d'enregistrement	Définitif	Principale	Totale
Respect de 4 traitements herbicides au maximum <b>sur le rang quand il n'est pas enherbé</b> Le désherbage du rang ne doit pas dépasser l'aplomb des branches, de la frondaison	Néant	Néant	Visuel + Documentaire	Cahier d'enregistrement	Définitif	Principale	Totale
Présence permanente de l'enherbement	Néant	Néant	Visuel	Néant	Réversible	Principale	Totale

Calcul de l'anomalie : *application de la circulaire nationale.*

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

## VII. MODALITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES

Régime d'aide :	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, base juridique :		
Préfinancement par le cofinancier public :	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Existence de recettes ( <i>art 61 Reg. Général</i> ) :	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non

- Taux de subvention au bénéficiaire : 75 % FEADER et 25 % contrepartie nationale
- Plafond éventuel des subventions publiques : non.
- Plan de financement de l'action :

Dépenses totales Hors Taxes	Publics						Maître d'ouvrage
	FEADER	Département	Etat	Région	EPCI	Autre Public	
100 = Dépense publique éligible	75		25				

Le plan de financement de l'action est à calculer net de recettes, au sens de l'article 61 du Règ. Général.

- Descriptif détaillé du mode de calcul

Subvention à l'hectare engagé :

- \* **500 € / hectare** engagé pour les parcelles où **l'inter-rang** est enherbé (75 % de la parcelle) ;
- \* **700 € / hectare** engagé pour les parcelles où **l'inter-rang et le rang** sont enherbés (100 % de la parcelle).

L'engagement minimum d'une surface correspond au montant plancher de la mesure 10, soit 300 €.

- Services consultés et/ou Comité technique (éventuellement) :

Néant.

## VIII. INFORMATIONS PRATIQUES

- Lieu de dépôt des dossiers :

### DAAF (Accueil)

1 chemin de l'IRAT

97410 Saint-Pierre

Téléphone : 02 62 33 36 00

[www.daaf974.agriculture.gouv.fr](http://www.daaf974.agriculture.gouv.fr)

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

- Où se renseigner ?

Service instructeur :

DAAF

Service Territoires et Innovation

Pôle agriculture durable

- Site Internet :

<http://www.reunioneurope.org>

<https://www.departement974.fr/>

## **IX. RATTACHEMENT AUX DOMAINES PRIORITAIRES ET AUX OBJECTIFS TRANSVERSAUX COMMUNAUTAIRES**

### **a) Rattachement au domaine prioritaire**

Ce type d'opération contribue aux domaines prioritaires 4A) Restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, au domaine prioritaire 4B : Améliorer la gestion de l'eau et 4C) Prévenir l'érosion des sols et améliorer leur gestion.

Sur l'île de La Réunion, la pratique courante reste un désherbage chimique de l'ensemble de la parcelle (rangs et inter-rangs) pour éliminer la concurrence des adventices par rapport à la ressource en eau. Ce type d'opération répond à un objectif de lutte contre l'érosion par la mise en place d'un couvert herbacé (enherbement spontané ou implanté). Il s'agit de plus, de maîtriser mécaniquement ce couvert afin de réduire significativement l'utilisation des herbicides. En outre, dans le cas d'un couvert implanté, des espèces végétales mellifères devront être intégrées aux semences choisies.

### **b) Rattachement aux objectifs transversaux communautaires**

(Conformément aux articles 5, 7, 8 et à l'annexe 1 (Cadre stratégique commun) du Règ. Général).

- Partenariat et gouvernance à plusieurs niveaux (point 5. 1 du CSC)

Neutre

- Respect du principe du développement durable (art 8 du Règ. Général et point 5.2 du CSC)

Ce dispositif répond à un objectif de lutte contre l'érosion par la mise en place d'un couvert herbacé (enherbement spontané ou implanté). Il s'agit de plus, de maîtriser mécaniquement ce couvert afin de réduire significativement l'utilisation des herbicides.

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

- Poursuite de l'objectif de l'égalité entre hommes et femmes et de la non discrimination (art 7 du Règ. Général et point 5.3 du CSC)

Neutre

- Respect de l'accessibilité (article 7 paragraphe 2 du Règ. Général et point 5.4 du CSC)

Neutre

- Effet sur le changement démographique (point 5.5 du CSC)

Neutre

- Atténuation des changements climatiques et adaptation à celui-ci (point 5.6 du CSC)

Neutre

## **X. LISTE DES ANNEXES**

- Annexe 1 : Guide pour le remplissage du formulaire de demande d'engagement

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

## **Annexe 1 : Guide pour le remplissage du formulaire de demande d'engagement**

Les nouvelles mesures agroenvironnementales et les mesures agriculture biologique font partie de la programmation de développement rural 2014-2020. Elles peuvent être souscrites pendant toute cette période, y compris les campagnes 2021 et 2022. Elles se répartissent en plusieurs types d'opérations :

### **□ Au titre de la mesure 10 du PDRR : Agro-environnement – Climat**

- Epailage de la canne à sucre : COUVER 1
- Mesure herbagère agroenvironnementale : MHAE
- Transhumance des colonies de pollinisateurs : API
- Enherbement en cultures pérennes et cultures spécialisées : COUVER 2
- Insertion de biodiversité dans les vergers (Biophyto) : LBIO 1 (nouveau 2015)
- Piégeage massif contre les mouches des cultures tropicales : PLBIO 2 (nouveau 2015)
- Couverture des inter-rangs en maraîchage : COUVER 3 (nouveau 2015)
- Entretien de haies : LINEA 2
- Entretien de fossé de diversion : LINEA 3

### **□ Au titre de la mesure 11 du PDRR : Agriculture biologique**

- Aide à la conversion à l'agriculture biologique
- Aide au maintien de l'agriculture biologique

Pour vous engager dans une ou plusieurs MAEC et/ou dans des mesures agriculture biologique, vous devez remplir 3 formulaires :

### **1 - Le registre parcellaire graphique (RPG)**

Dans un constant souci de modernisation, l'administration met à votre disposition depuis 2003 un registre parcellaire graphique (RPG) de votre exploitation, qui sera appelé à devenir progressivement la base déclarative unique des aides surfaciques auxquelles vous êtes susceptible de prétendre.

Tous vos éléments surfaciques, linéaires (haies, fossés...) **engagés dans une MAEC et ou agriculture biologique** doivent être dessinés sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DAAF avec votre déclaration de surfaces. Ce dessin doit être le plus précis possible, **car une localisation significativement erronée pourra faire l'objet d'une sanction.**

#### **\* Déclaration des éléments surfaciques (S) :**

Vous devez dessiner précisément le contour de l'élément que vous souhaitez engager.

Si les limites de cet élément sont communes à celles de vos îlots (en jaune sur l'exemple ci-contre), vous ne devez pas chevaucher les dessins. Seules les limites de l'îlot sont alors à faire figurer.



Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--



Pour chacun d'entre eux, vous indiquerez **le numéro d'identification** que vous attribuez à cet élément, qui devra être sur le modèle « S999 », c'est-à-dire un S suivi du numéro attribué à l'élément engagé (ex : S1, S2...).

Deux éléments ne peuvent avoir le même numéro

Dans cet exemple, l'îlot 1 contient deux éléments surfaciques, S1 et S2. L'îlot 2 représente un unique élément surfacique entièrement engagé, identifié S3.

**\* Déclaration des éléments linéaires (L):**

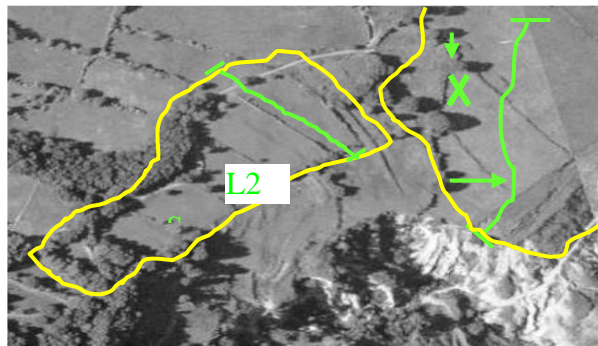
Un élément linéaire doit être dessiné par un trait **continu**, dont les deux extrémités doivent être signalées par un trait perpendiculaire.

Pour chacun d'entre eux, vous indiquerez **le numéro d'identification** que vous attribuez à cet élément, qui devra être sur le modèle « L999 » (ex : L1, L2...) pour les éléments linéaires.

Deux éléments ne peuvent avoir le même numéro.

Dans cet exemple, l'îlot 3 contient un élément linéaire L1. L'îlot 4 représente un unique élément surfacique engagé S4 et contient un élément linéaire L2.

Il n'est pas obligatoire de reporter ce dessin sur l'exemplaire du RPG que vous conservez sur votre exploitation. Néanmoins, cela vous est fortement conseillé, de façon à garder en mémoire la localisation des mesures dans lesquelles vous vous êtes engagé, pour une bonne application des fiches action.



A partir de la deuxième année de votre contrat, vos engagements seront pré-imprimés sur les photos de votre RPG. Vous devrez être attentif au résultat de la saisie en DAAF sur votre RPG de votre déclaration, et signaler rapidement toute erreur ou inexactitude. Vous devrez également mettre à jour, le cas échéant, la situation de vos engagements.

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

## **2 - Le formulaire « Liste des engagements »**

Après avoir dessiné précisément les éléments engagés sur le RPG, vous devez indiquer dans le formulaire « Liste des engagements », pour chaque élément engagé :

- I. le numéro de l'îlot cultural auquel est rattaché l'élément
- II. le numéro d'identification que vous avez attribué à cet élément
- III. le code de la MAEC et ou agriculture biologique souscrite sur cet élément
- IV. la surface de l'élément<sup>(\*)</sup>, s'il s'agit d'un élément surfacique (au format 999ha99), sa longueur en mètres linéaires, s'il s'agit d'un élément linéaire ou son nombre, s'il s'agit de ruches.

*(\*) : La surface engagée doit être dans le cas général égale à la superficie dessinée. Vous pouvez toutefois sur certains éléments engager une surface inférieure à la superficie dessinée, afin de tenir compte de la présence d'éléments diffus non-éligibles (rochers, buissons...) et non-mesurables. Dans ce cas, indiquez sur le formulaire la surface que vous engagez dans la mesure.*

## **3 - Le formulaire de demande d'aide**

Ce formulaire vous permet de vous engager en MAEC ou/et Agriculture biologique.

Pour les MAEC, le formulaire propose 3 options :

- **option 1 : s'engager dans une ou plusieurs MAEC de la programmation 2015-2020 ;**
- option 2 : poursuivre sans aucune modification ses engagements souscrits entre 2011 et 2014 et encore en cours ;
- option 3 : modifier ses engagements souscrits entre 2011 et 2014 et encore en cours.

Conformément à la clause de révision introduite dans les contrats depuis 2012. Tous les types d'opérations existants sur 2007-2013 ont été modifiés. Dans un souci de gestion administrative facilitée des contrats, il sera proposé aux bénéficiaires une rupture de contrat et un nouvel engagement sur les nouveaux dispositifs.

Pour le département de la Réunion, la clause de révision inscrite dans le PDRR impose un arrêt total des contrats de la programmation 2007-2013 (les contrats en cours au terme de la programmation 2007-2013 seront rompus sans pénalités). Dans la programmation 2015-2020, seule l'option 1 est retenue (engagement pour 5 ans des contrats, voire 6 ans en cas de prolongation des engagements lors de la campagne 2020 et pour un an, en cas de contrats souscrits en 2021 et ou 2022).

Des copies de ces 3 formulaires sont à conserver sur votre exploitation durant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années qui suivront la fin de votre engagement. Dès la deuxième année de votre engagement, une version pré-remplie de ces formulaires sera disponible sous Telepac. Il vous faudra mettre à jour les informations chaque année.

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--

Ces formulaires doivent être remis avec le dossier de déclaration de surfaces. Ils doivent être impérativement parvenus à la DAAF au plus tard à la date limite de dépôt des demandes. Toute demande reçue à la DAAF après cette date fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% du montant total à percevoir au titre des MAEC et ou agriculture biologique souscrites, par jour ouvrable de retard. Si le dépôt intervient après 25 jours calendaires après la date limite, la demande sera irrecevable et vous ne pourrez-vous engager dans aucune MAEC et ou agriculture biologique pour l'année en cours.

***Attention : c'est la date de réception de vos formulaires à la DAAF qui est déterminante pour apprécier si la date de dépôt est respectée et non votre date d'envoi. La DAAF reste à votre disposition pour de plus amples informations.***

---

Type d'opération	10.1.4	Enherbement en cultures pérennes et spécialisées – COUVER2
------------------	--------	--